



Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE SUR LES PRINCIPAUX PROBLÈMES HUMANITAIRES DE JÉRUSALEM-EST

M. Ray Dolphin, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a passé en revue, au cours d'une conférence de presse tenue aujourd'hui au Siège de l'ONU à New York, le rapport intitulé « Jérusalem-Est: Principaux problèmes humanitaires » et les recommandations faites au Gouvernement israélien.

Auteur du rapport, M. Dolphin a souligné qu'il s'agissait du premier rapport de l'ONU qui passe au peigne fin aussi bien les répercussions humanitaires des politiques et mesures restrictives israéliennes pour les 270 000 résidents palestiniens, que l'isolement croissant de Jérusalem-Est par rapport au reste du Territoire palestinien occupé.

Il a estimé que ce document se distinguait par le fait qu'il rassemble, en un seul volume, toutes les questions humanitaires qui sont par ailleurs liées entre elles. Le document vise surtout à attirer l'attention sur la nécessité de trouver des solutions, en attendant la solution négociée au conflit israélo-palestinien.

M. Dolphin a rappelé l'importance historique de la ville de Jérusalem pour le processus de paix et pour les Palestiniens. Le rapport se penche en particulier sur Jérusalem-Est, illégalement annexée par Israël au lendemain de la guerre de 1967.

Le représentant d'OCHA a mis l'accent sur la « vulnérabilité humanitaire » des Palestiniens de Jérusalem-Est, en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi et au logement, et en particulier, de liberté de mouvement, ce qui fait que seulement la moitié des enfants palestiniens peuvent aller à l'école publique.

Aujourd'hui, Jérusalem-Est n'est plus constituée que de 40% de Palestiniens, une situation compliquée marquée par des frictions quotidiennes, a souligné M. Dolphin. Le représentant d'OCHA a dénoncé la confiscation de 35% des terres palestiniennes et le fait que seulement 13% de ces terres iront aux Palestiniens, selon le plan de découpage des autorités israéliennes.

Des milliers de Palestiniens ont vu leur permis de résidence révoqués ou confisqués depuis 1967, a-t-il rappelé, en mettant en exergue la problématique de l'enregistrement des enfants à la naissance. Environ 10 000 enfants ne sont pas enregistrés.

Avec la construction du « mur », environ 60 000 Palestiniens se sont retrouvés de l'autre côté de l'édifice, ce qui accroît leur vulnérabilité, a-t-il estimé. Pourtant, a-t-il remarqué, les Palestiniens restent à Jérusalem-Est et même y reviennent. Mais ils sont de plus en plus isolés de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

Les recommandations du rapport visent la cessation des colonies de peuplement et la résolution des problèmes issus de la construction du « mur-barrière ». Le rapport n'aborde pas la question de l'impact économique des politiques israéliennes. M. Dolphin a invité d'autres agences spécialisées à s'intéresser à la question.

* * * * *